|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| MARCHéS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES**ACTE D’ENGAGEMENT** ( tranche ferme) |  | DC3 |

|  |
| --- |
| **A - Objet de la consultation et de l’acte d’engagement** |

**** Objet de la consultation :

L'objet de la commande est de réaliser :

 Prestations de diagnostic et de préconisations architecturales, thermiques et touristiques des projets accompagnés par le dispositive PyLoT pour l’amélioration et le développement de l’offre de l’immobilier de loisirs dans les Pyrénées catalanes

**** Cet acte d'engagement correspond :

*(Cocher les cases correspondantes.)*

à l’ensemble du marché public ou de l’accord-cadre *(en cas de non allotissement)*.

au lot n°………de la procédure de passation du marché public ou de l’accord-cadre *(en cas d’allotissement)* :

*(Indiquer l’intitulé du lot tel qu’il figure dans l’avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)*

à l’offre de base.

à la variante suivante :

aux prestations supplémentaires ou alternatives[[1]](#footnote-1) suivantes :

|  |
| --- |
| **B - Engagement du candidat** |

**B1 - Identification et engagement du candidat :**

*(Cocher les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public ou de l’accord-cadre suivantes :

 CCAP:………………………………………………………………………………………

 CCTP :…………………………………………………………………………………….

 Règlement de la Consultation:………………………………………………………………

 Devis Estimatif :………………………………………………………………………………

et conformément à leurs clauses et stipulations,

 Le signataire

**s’engage sans réserve**, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

**engage la société** ……………………… sur la base de son offre :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

**L’ensemble des membres du groupement s’engagent**, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. Identifier le mandataire désigné pour représenter l’ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]*

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après, l'offre ainsi présentée ne me (nous) liant toutefois que si son acceptation m'est (nous) notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par la lettre de consultation:

aux prix indiqués ci-dessous ;

 Taux de la TVA : pas de TVA

 Montant hors taxes2 :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à : ……………………………………………………………………………….

Montant hors taxes arrêté en lettres à  : ………………………………………………………...................................

 Montant TTC3 :

Montant TTC arrêté en chiffres à : ………………………………………………………….......................................

Montant TTC arrêté en lettres à  : ………………………………………………………………………………………..

OU

 aux prix indiqués dans l’annexe financière jointe au présent document.

Le Signataire

**Affirme,** sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient, qu'il ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles 44, 45 et 46 du code des marchés publics, de l'article 39 de la loi n° 54 404 du 10 avril 1954 (article 43 du code des marchés publics) concernant certains cas de non admission à concourir aux marchés publics ainsi qu'à l'article 50 modifié de la loi n° 52 401 du 14 avril 1952 (article 45 du code des marchés publics) modifié par l'article 56 de la loi 78.753 du 17 juillet 1978 concernant certains cas de condamnation pour fraude fiscale.

**Déclare** sur l'honneur que les prestations du marché seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143 et suivants, L.200-1 à L.236-13 et L.620-1 et suivants du code du travail.

**Atteste sur l'honneur** ne pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du Travail.

Les déclarations similaires des sous-traitants seront annexées au présent acte d'engagement.

**B2 - Répartition des prestations** *(cas de sous-traitance)*

*(Cocher la case correspondante)*

Le signataire

 **n'envisage pas de sous traiter**

 Cas d'une entreprise unique : l'acte spécial au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que le signataire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

 Cas d'un groupement d'entreprises : l'acte spécial au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement , les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

**Le montant total des prestations que le signataire envisage de sous-traiter conformément à ses annexes est de ............... € TVA incluse.**

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le signataire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de prestation leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant au pouvoir adjudicateur.

Les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

|  |  |
| --- | --- |
| **Sous-traitant** | **Prestations exécutées par les membres****du groupement conjoint** |
|  | **Nature de la prestation** | **Montant HT** **de la prestation** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre ou pendant l'exécution du marché, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :**

  les références et qualifications de l'entreprise (références de prestation personnellement exécutés par le sous-traitant) ;

  une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

**B3 - Compte (s) à créditer :**

Les sommes dues au titre du présent marché seront réglées dans les conditions prévues au CCAP, par la personne publique contractante qui se libérera des sommes dues par elle en créditant le compte ouvert :

*(Joindre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal.)*

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

Le signataire affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie à :

- ses torts, ne pas tomber (1)

- ses torts exclusifs, que :

* la société pour laquelle (1)
* le Groupement d'intérêt économique pour lequel (1) le signataire intervient, ne tombe pas sous le coup de l'interdiction édictée par l'article 501 de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952 modifiée par la loi n° 78.753 du 27 juillet 1978.

Les déclarations similaires des sous-traitants seront annexées au présent acte d'engagement.

[(1) barrer les mentions inutiles]

**B4 - Avance***(article 87 du code des marchés publics)*

Je renonce au bénéfice de l'avance : NON  OUI 

*(Cocher la case correspondante.)*

**B5 - Durée d’exécution du marché public ou de l’accord-cadre :**

La durée d’exécution du marché public ou de l’accord cadre est de 12 mois à compter de :

*(Cocher la case correspondante.)*

 la date de notification du marché public ou de l’accord-cadre ;

 la date de notification de l’ordre de service ou du premier bon de commande ;

 la date de début d’exécution prévue par le marché public ou l’accord-cadre lorsqu’elle est postérieure à la date de notification.

Le marché public ou l’accord cadre est reconductible : NON OUI

*(Cocher la case correspondant)*

Si oui, préciser :

* Nombre des reconductions : …………...............
* Durée des reconductions  : ……………………..

**B6 - Délai de validité de l’offre :**

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation, la lettre de consultation ou l'avis d'appel public à la concurrence.

|  |
| --- |
| **C - Signature de l’offre par le candidat** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité****du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

|  |
| --- |
| D - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l’entité adjudicatrice) |

#  Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l’entité adjudicatrice) :

**Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Pyrénées Catalanes – La Bastide 66360 Olette**

** Nom, prénom, qualité du signataire du marché public ou de l’accord-cadre :**

Mme MALHERBE Hermeline Présidente

** Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :**

**Mme. Laure Hélène LEBEAU tél 04 68 04 97 60/ laure-helene.lebeau@pnrpc.fr**

**Mme Patricia OSTER Responsable administrative et financière tél 04 68 04 97 60/ patricia.oster@pnrpc.fr**

**** Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

*(Joindre une annexe récapitulative en cas de pluralité de comptables.)*

**** Imputation budgétaire :

|  |
| --- |
| **E - Décision du pouvoir adjudicateur (ou de l’entité adjudicatrice)** |

**La présente offre est acceptée.**

Elle est complétée par les annexes suivantes :

*(Cocher la case correspondante.)*

 Annexe n°….… relative à la présentation d’un sous-traitant *(formulaire DC4)*.

 Autres annexes *(à préciser)* :

**Pour l’Etat et ses établissements :**

*(Visa ou avis de l’autorité chargée du contrôle financier.)*

 A : …………….……………, le ………….……………

Signature

*(Représentant du pouvoir adjudicateur ou de l’entité adjudicatrice habilité à signer le marché public ou l’accord-cadre)*

1. Jusqu’en 2009, les « prestations supplémentaires ou alternatives » étaient désignées sous les termes « options techniques ». [↑](#footnote-ref-1)